



DEUXIÈME ANNÉE.

DIMANCHE 16 OCTOBRE 1853.

N^{OS} 42.

Un Colonne à l'Impression
du Gouvernement.

Prix : 12 francs par an
payables par trimestre et
d'avance.

LE MESSAGEUR DE TAHITI.

ANNOUÏE
Vienne la ligne.
AU COMPTANT
S'adresser à l'imprimerie du
Gouvernement.

PARTIE OFFICIELLE.

MINISTRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.
Direction des colonies.
Bureau. — Copie.

Paris, le 13 janvier 1853.

RAPPORT À L'EMPEREUR.

Sire,

Par un décret du 22 janvier 1852, diverses lois, dispositions de lois ou ordonnances ou règlements de la métropole, ont été rendus exécutoires dans les colonies.

Depuis cette époque, le régime organique et législatif des colonies, déjà en suspens depuis 1818, a été l'objet d'un projet de sénatus-consulte qui doit servir de base à la législation organique définie l'article 27 de la constitution; mais il peut s'exercer quelques temps encore jusqu'à ce que ce projet sera discuté par le sénat.

Jusqu'à Votre Majesté n'aurait pas nécessairement à l'égard des colonies les pouvoirs dont elle a usé pour l'émission du décret précité du 22 janvier 1852. Le vœu, en conséquence, vous proposer, Sire, d'en faire usage pour satisfaire à quelques nécessités urgentes et analogues à celles auxquelles cet acte a pourvu.

Il est quelques matières d'ordre général à l'égard desquelles nos colonies ont un pressant besoin d'être dotées de la législation de la métropole. En voici l'énumération :

- 1^{re} Loi du 17 mars 1830, sur les substitutions.
- Cette loi a pris place, en France, comme complément des articles 913, 915 et 916 du Code Napoléon.
- 2^e Loi du 21 mai 1826, portant prohibition des loteries.
- L'application de cette loi aux colonies est recommandée par le même intérêt public qui en a été l'objet en France.
- 3^e Les lois des 20 avril 1815 et 11 juillet 1817, sur les arriérés.

Il n'y a pas moins d'importance pour nos colonies que pour nos départements à être placées, à cet égard, sous un régime légal, à raison des nombreuses usines qui, pour la fabrication du sucre, ont à employer, comme agent, le moteur hydraulique. Ce sera un bienfait pour l'agriculture coloniale que l'application des principes légaux qui sont posés dans les lois métropolitaines des 1815 et 1817. La nécessité de ces lois a été particulièrement signalée dans une de nos colonies, par des difficultés très graves qui surgissent entre les propriétaires ruraux l'absence d'un élément régulier pour la détermination des droits respectifs.

- 4^e Article 1^{er} de la loi du 25 juillet 1837, sur la vente des substances vénéneuses.

Ensemble : L'ordonnance du 29 août 1836, portant règlement pour l'exécution de cette loi.

C'est une grave lacune à combler dans la législation sur un objet qui intéresse à un haut degré la police et l'ordre public.

- 5^e Loi des 2 et 9 janvier 1830 qui modifie l'article 172 du Code d'instruction criminelle, en ce qui touche le mode d'exécution des jugements rendus par continuance.

La publication de cette loi est nécessaire pour achever de rendre conformes, sur ce point, la législation criminelle des colonies et celle de la métropole. Des condamnés se sont manifestés à cet égard dans plusieurs de nos colonies.

- 6^e Lois des 27 et 29 janvier, 7 et 12 février 1831, concernant les individus nés en France d'étrangers, qui eux-mêmes y sont nés, et les enfants des étrangers naturalisés.

- 7^e Décret du 25 mars 1832 qui abroge celui du 28 juillet 1818, sur les clubs, à l'exception de l'article 13, et déclare applicables aux réunions publiques les articles 291, 292 et 293 du Code pénal, et les articles 1, 2 et 3 de la loi du 10 avril 1831.

- 8^e Loi du 3 juillet 1832, sur la réhabilitation des condamnés.
- Ces trois actes, comme complément de notre droit civil et criminel ou, comme moyens de répression du désordre, ont un caractère général; il est desirable que leur publication aux colonies ne subisse pas un plus long ajournement.

- 9^e Une disposition spéciale existait, avant 1835, dans le Code pénal de nos colonies, relativement à la répression du délit de suppression ou d'altération de lettres par les capitaines des navires auxquels le service de la poste confié les correspondances. Cette disposition a disparu dans l'application qui en a été faite aux colonies, par une loi spéciale de 1833, de divers articles de la loi du 28 avril 1832, modificative du Code d'instruction criminelle et du Code pénal métropolitain dans lequel ce délit n'est pas prévu. Cette lacune a été signalée par une de nos administrations coloniales comme devant être utilement comblée par le renouvellement de la disposition dans la son reproduction dans la loi de 1835, résulte d'une simple omission.

- 10^e Enfin, un article spécial du projet de décret que je sou mets à Votre Majesté a pour objet de régler les délais dans lesquels, suivant le mode de promulgation usité dans chaque colonie, les actes promulgués doivent être considérés comme exécutoires.

Je prie Votre Majesté de vouloir bien approuver ces dispositions.

Signé : THÉODORE DUCOS

Pour copie conforme :
Le conseiller d'Etat, directeur des colonies,
Mestre.

NAPOLEON.

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français.

A tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies,

Considérant qu'il est nécessaire de porter à la publication, dans les colonies, les divers actes de la législation métropolitaine attendant qu'il ait été statué sur le régime législatif de ces établissements par le sénatus-consulte organique du leur constitution.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.
Sont déclarés exécutoires dans les colonies les lois et autres actes ci-après désignés :

- 1^{re} La loi de 17 mai 1826 sur les substitutions;
- 2^e La loi du 21 mai 1826, portant prohibition des loteries;
- 3^e Les lois des 29 avril 1815 et 11 juillet 1817, sur les arriérés;
- 4^e L'art. 1^{er} de la loi du 23 juillet 1813, sur la vente des substances vénéneuses;

Ensemble : L'ordonnance du 29 octobre 1836, portant règlement sur l'exécution de la même loi.

- 5^e La loi des 2 et 9 janvier 1830, qui modifie l'article 172 du Code d'instruction criminelle, en ce qui touche le mode d'exécution des jugements rendus par continuance;
- 6^e La loi des 22, 29 janvier, 7 et 12 février 1831, concernant les individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés, et les enfants des étrangers naturalisés;

- 7^e Le décret du 25 mars 1832, qui abroge celui du 28 juillet 1818, sur les clubs, à l'exception de l'article 13, et déclare applicables aux réunions publiques les articles 291, 292 et 293 du Code pénal, et les art. 1, 2 et 3 de la loi du 10 avril 1831.

- 8^e La loi du 3 juillet 1832 sur la réhabilitation des condamnés.

ARTICLE 2.

Est rétabli le paragraphe 2 de l'art. 182 du Code pénal colonial, concernant les prisonniers dont peuvent être passibles les colonsiers de navires, en cas de suppression ou d'altération de lettres.

ARTICLE 3.

Les lois, décrets et arrêtés promulgués dans les colonies seront exécutoires : 1^{er} un chef-lieu, le jour de leur publication dans le *Journal officiel*; 2^o pour les autres localités, dans les délais qui seront déterminés par l'ordonnance ou les arrêtés des gouverneurs.

Dans les établissements coloniaux où il n'existe pas d'imprimerie ou de journal, la promulgation sera soumise au mode déterminé par les gouverneurs ou commandants desdits établissements.

ARTICLE 4.

Notre ministre, secrétaire d'Etat de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 13 janvier 1853.

NAPOLEON.

Par l'empereur :
Le ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies,
THÉODORE DUCOS.

PARTIE NON OFFICIELLE.

NOUVELLES DIVERSES.

Le Commissaire impérial, Gouverneur, Chef de division, Page, est arrivé à Papeete lundi matin, de retour de l'excursion qu'il vient de faire dans la vallée de Paganua et sur le plateau du Tanaou.



PRÉPARATIFS DE GUERRE

Voici les principales dispositions prises par le Porté pour la défense du pays : trois corps d'armée, de 50,000 hommes chacun, sont formés de troupes régulières et de milice, réservé avant passé cinq ans sous les drapeaux; deux de ces corps sont postés en Bulgarie et un à Erzeroum, celui-ci prêt à prendre l'offensive ou se joignant aux Circassiens dans le cas où les autrichiens attaquent par les Russes, et comme tous les soldats ont le chiffre total est de plus de 200,000, sont appelés sous

